

I.C.L.

Ingénierie et Coordination de Lorraine

2, La Tannerie

57070 – SAINT JULIEN LES METZ

Tél. 03.87.37.30.60 Fax 03.87.18.85.67

E-mail : icl2@wanadoo.fr

COMMUNE D'HAGONDANGE

REQUALIFICATION DE LA RUE ALFRED SISLEY

PLAN GENERAL DE COORDINATION

EN MATIERE DE SECURITE

ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le décret n°2003 – 68 du 24.01.2003 Loi n°91 – 1414 du 31.12.1991 – Loi n°93 – 1418 du 31.12.1993

Décret 94.159 du 26.12.1994 – décret n°95 -543 du 04.05.1995 – Arrêté du 07.03.1995

**Décret n°2003 - 68 du 24.01.2003 – Arrêté du 25.02.2003
qui modifie et complète le n°94 – 1159 du 26.12.2003**

Le présent P.G.C. sera adapté en fonction des P.P.S.P.S. des entreprises

DOCUMENT ETABLI PAR : Ingénierie et Coordination de Lorraine
2, La Tannerie
57070 – SAINT JULIEN LES METZ
Tel. 03.87.37.30.60. Fax 03.87.18.85.67.

REDACTEUR : JN BATIOT Coordonnateur SPS

ETABLI LE : 08.04.2016

MISES A JOUR LE :

SOMMAIRE

O - PREAMBULE

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- 1.1 Lieu des travaux, nature et description sommaire du projet
- 1.2 Présentation des intervenants.
- 1.3 Organismes Officiels de prévention.
- 1.4 Administrations et collectivités intéressées par les travaux.
- 1.5 Concessionnaires.
- 1.6 Services d'urgences en cas d'accident
- 1.7 Date de déclaration par le Maître d'ouvrage de l'ouverture de chantier.
- 1.8 Entreprises intervenantes sur le chantier
- 1.9 Météo.

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (Articles L4531-1 à L4531-3 du code du travail)

- 2.1 Calendrier général d'exécution
- 2.2 Installation de chantier et locaux commun.
- 2.3 Clôture du chantier.
- 2.4 Circulation et accès . Approvisionnement à l'intérieur du chantier
- 2.5 Signalisation et Protections collectives
- 2.6 Protection Individuelles
- 2.7 Protection contre l'incendie
- 2.8 Nettoyage de chantier
- 2.9 Poste de secours et secouristes
- 2.10 Compte interentreprises

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR SPS (Articles L4532-2 à L4532-8 du code du travail)

- 3.1 Mesures d'ordre général
- 3.2 Liste des risques
- 3.3 Circulation ou déplacement sur le chantier.
- 3.4 Conditions de manutention des différents matériaux et matériels
- 3.5 Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou substances dangereuses
- 3.6 Elimination ou évacuation des déchets et des décombres
- 3.7 Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés
- 3.8 Utilisations des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.
- 3.9 Mesures prises en matière d'interaction sur le site

IV- SUJETION DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D' EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

- 4.1 Travaux sous circulation - Signalisation
- 4.2 Autre activités et autres Maîtres d'ouvrages extérieurs

V- LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (Articles L4611-1 à L4611-7 du code du travail)

- 5.1 Hygiène et condition d'hébergement
- 5.2 Protection contre les eaux

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE (Articles L4611-8 du code du travail)

- 6.1 Généralités
- 6.2 Sauveteurs secouristes du travail et premiers soins
- 6.3 Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S) (Article L4532-9 du code du travail)

- 7.1 Remarques importantes.
- 7.2 Entreprises titulaires intervenantes sur le chantier.
- 7.3 Sous-traitants
- 7.4 Travailleurs indépendants.
- 7.5 Pénalités
- 7.6 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.)

VIII- PLANS DE RECOLEMENT ET NOTES TECHNIQUES– DIUO (Articles R4532-95 à R4532-98 du code du travail)

IX - ANNEXES

- 1. Fiche “en cas d’accident”
- 2. Fiche Pharmacie
- 3. Fiche d’accueil des salariés et formation à la sécurité

PREAMBULE

- ❑ Le chantier concernant la **requalification de la rue Alfred Sisley à HAGONDANGE** est soumis aux nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé, applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi 93 - 1418 du 31.12.93 et de son Décret d'application 94 - 1159 du 26.12.94.
- ❑ Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité, dès la phase conception du projet et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordonnateurs, dont la mission est d'assurer lors de la phase réalisation, la coordination entre les différents intervenants du chantier.
- ❑ Cette mission s'exerce lors des phases de réalisation, par la création de **Plans Particuliers de Sécurité et de Protections de la Santé (P.P.S.P.S.)** ainsi que la création d'un **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T)**, si celui-ci est requis.
- ❑ Le mode prévisionnel d'exécution des travaux est décrit dans le Cahier des techniques Particulières (CCTP) annexé à chaque marché, le présent plan de coordination ainsi que le CCAP. Les plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) devront être rédigés en tenant compte de ces informations.
- ❑ Le présent document intitulé Plan Général de Coordination simplifié en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier ; il sert de cadre pour la rédaction des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé. Le PGCSPPS simplifié est un élément évolutif remis à jour par le coordonnateur en fonction du déroulement du chantier.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention suivant : (Articles L4121-1 à L4121-5 et R4122-1 à R4122-2 du code du travail)

- a) Eviter les risques.
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent être évités.
- c) Combattre les risques à la source.
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou moins dangereux.
- g) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants.
- h) Prendre les mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles.
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

En conséquence :

- Les entreprises sont tenues de remettre leur PPSPS dans le cadre de remise des pièces définies au CCAP , en son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.
- Les sous-traitants et Travailleurs indépendants sont liés aux mêmes exigences (**articles R4532-60 à R4532-62 du code du travail et L4535-1 du code du travail**).

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1 Lieu des travaux, nature et présentation sommaire du projet

- a) Lieu des travaux : rue Sisley à HAGONDANGE
- b) Nature des travaux : V.R.D. Travaux de requalification de la rue Alfred Sisley pour le compte de la ville d'HAGONDANGE.
- c) Présentation des travaux :

Le marché fera l'objet d'un seul lot VRD.

Les travaux relatifs à l'entreprise comprendront essentiellement :

Voirie

Assainissement (tranchée drainante)

Eclairage public

Electricité

Mobilier urbain

Signalisation

Espaces verts

Divers

- ❑ La définition du projet et des ouvrages est décrite dans le CCTP et plans du marché
- ❑ Compte tenu de l'importance du chantier, l'opération se classe en 3^{ème} catégorie avec un effectif inférieur à 500 h/j (Art.R4532 - 52 à R4532-55 du code du Travail).

1.2 - Présentation des intervenants

MAITRE D'OUVRAGE :

Commune d'HAGONDANGE

Place Jean Burger

BP 80142

57304 HAGONDANGE CEDEX

Tel 03.87.71.50.10

MAITRISE D'OEUVRE :

BEA INGENIERIE

Groupe PINGAT

2, rue des Compagnons

ZAC Sebastopol

57070 METZ

Tel 03.87.30.79.43

COORDONNATEUR S.P.S. :

I.C.L.

2, La Tannerie

57070 SAINT JULIEN LES METZ

Tél. 03.87.37.30.60 Fax. 03.87.18.85.67

1.3 - Organismes officiels de prévention

a) Inspection du Travail et de l'Emploi

1, rue du Chanoine Collin BP 61011

57036 METZ cedex 1

Tél. 03.87.56.54.65 Fax. 03.87.56.59.00

b) Caisse Régionale des risques professionnels (CARSAT)

3, place du Roi George

57000 METZ

Tél. 03.87.66.86.22. Fax. 03.87.55.98.65

c) OPPBTP Comité Régional Nord-Est

9, rue des Tarbes

54270 ESSEY-LES-NANCY

Tel : 03.83.20.20.03

Fax : 03.83.20.96.80

1.4 - Administrations et collectivités intéressées par les travaux

a) Préfecture de la Moselle

9, place de la Préfecture

57000 - METZ

Tel. 03.87.34.87.34. Fax 03.87.32.57.39

b) Administrations Communales : Commune d'HAGONDANGE

1.5 – Concessionnaires

Services techniques de la ville d'Hagondange

Roger Kalèche - r.kaleche@ville-hagondange.fr

**CENTRE DE CONSTRUCTION DE LIGNES FRANCE TELECOM :
URR Lorraine**

B.P. 229
83 007 DRAGUIGNAN

GRDF

Allée Philippe Le Bon
57950 MONTIGNY LES METZ
Tel 03.87.56.63.02

FRANCE TELECOM

5, rue Périgot BP 99014
57037 METZ CEDEX
Tél. 03.87.20.84.68. Fax 87.20.84.63.

**Electricité et Télédistribution :
Régie municipale d'Hagondange**

22, rue de la Fontaine – BP 108
57301 – HAGONDANGE CEDEX
Tel : 03.87.71.66.34 Fax : 03.87.71.56.60

Eaux potables:

VEOLIA

9, rue Theilhart de Chardin – BP 96164
57061 METZ CEDEX 02
Tél 03.87.30.54.75 Fax 03.87.32.82.61

**Syndicat intercommunal d'assainissement de la Barche
Hôtel de ville**

57300 HAGONDANGE
Tél 03.87.51.50.10

**GDF Canalisation à Haute pression
Tel 0 800 30 72 24**

AIR LIQUIDE (JM FRISCH)

Région Lorraine centrale de l'Est

Route nationale
57 270 RICHEMONT
Tel 03.82.86.57.43 Fax 03.82.86.36.37
jean-marc.frisch@airliquide.com

GSM : 06.80.53.58.71

Conseil général de la Moselle

DRTTC/DRD/DER

Unité Territoriale routière de Metz

17, quai Paul Wiltzer

Tel 03.87.34.76.90

Fax 03.87.34.75.35

- ☐ **Les travaux ne peuvent être entrepris qu'après la communication à l'entreprise des indications et recommandations fournies par les exploitants.**
- ☐ L'entreprise est tenu de se renseigner auprès des différents concessionnaires sur l'existence de réseaux ou ouvrage et d'adresser au moins 10 jours avant le début de ses travaux **une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux administrations, établissements ou organismes concernés (EDF, GDF, PTT, etc.)**

1.6 - Services d'urgences en cas d'accidents

Hôpital Saint François

57535 MARANGE SILVANGE

Tél 03.87.70.90.00

Hôpital de MERCY

1, allée du Château d'eau

57070 ARS LAQUENEXY

Tel : 03.87.55.34.91

Centre antipoison

29,avenue Maréchal Delattre

54000 NANCY

Tél. 03.83.32.36.36

URGENCE MAINS

FAIVRE Philippe

Chirurgie de la main

97, rue Claude Bernard

57070 METZ

Tel : 03.87.39.67.00

1.7 - Date de déclaration préalable par le Maître de l'ouvrage: (articles R4532-2 à R4532-3 du code du travail)

- ☐ Néant : niveau 3

1.8 - Entreprises intervenantes sur le chantier :

- ☐ En cours de consultation

1.9 - Service Météo Météo de Metz Frescaty

Tél. 08.36.68.02.57

II - MESURES D'ORGANISATION GENERALES DE CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (articles L4531-1 à L4531-3 du code du travail)

2.1- Calendrier général d'exécution

- ❑ La durée prévisionnelle du chantier est fixé l'acte d'engagement.
- ❑ Un planning sera remis obligatoirement par les entreprises au coordonnateur pour avis.
- ❑ Toutes modifications, décalages, prolongations pour diverses causes devront être soumis pour avis au coordonnateur afin d'étudier l'interaction engendrée.
- ❑ Les modifications seront alors consignées sur le registre journal. Une diffusion sera faite au prés des entreprises concernées en accord avec le maître d'oeuvre.
- ❑ Les phasages seront étudiés afin de limiter la manutention manuelle.

2.2 - Installation de chantier et locaux communs (articles R4214-22 à R4214-25 du code du travail)

- ❑ **Un cantonnement sera mis en place et pris en charge par le titulaire du Marché. Il comprendra : un local réfectoire, un vestiaire et un bloc sanitaire avec WC.**

1) Généralités

- ❑ Les travaux ne pourront commencer qu'après l'installation des bungalows de chantier . Ils seront mis en conformité préalablement à savoir: branchements d'électricité, d'eau, de téléphone, d'eau usée etc..
- ❑ Les installations électriques devront être contrôlées par un organisme agréé au fur et à mesure de leur mise à la terre. (Certificats de réception à la disposition du coordonnateur)
- ❑ Lors de la visite préalable, les entreprises indiqueront sur place, l'implantation des installations de chantier;
- ❑ Les entreprises sont chargés de l'obtention des accords administratifs, notamment pour l'occupation et l'accès au domaine public.
- ❑ Elles prendront à leur charge les frais d'aménagement de l'emplacement et de remise en état des lieux lors du repliement des installations de chantier.

2) Locaux personnel

- ❑ Ils seront installés pendant la période de préparation, maintenus en place et entretenus pendant la durée du chantier par les entreprises.
- ❑ Les sanitaires seront prévus pour l'effectif de chantier en tenant compte de l'évolution des effectifs.
- ❑ Les locaux, servant de réfectoire et de vestiaire de dimensions suffisantes, doivent être convenablement aérés, éclairés, comporter une isolation thermique en matériaux non

inflammables et chauffés pendant la saison froide. Les locaux ne doivent pas servir de stockage pour les matériaux ou matériels.

- ❑ Le local réfectoire, nettoyé en la circonstance, pourra servir une fois par semaine de salle de réunion s'il est assez grand.
- ❑ **Pour des raisons de sécurité, un téléphone de chantier sera obligatoirement installé en permanence sur le chantier.**

2.3 - Clôture du chantier (articles R4224-9 à R4224-13 du code du travail).

- 1) Autour des fouilles ouvertes, des clôtures ou des barrières garde corps seront mises en places. Des panneaux « dangers » seront fixés à la clôture. Ces protections seront maintenues pendant toute la durée nécessaire et tant que les fouilles ne sont pas remblayées.
- 2) Autour des zones de stockage de matériaux et installation de chantier.
- 3) Le gardiennage du chantier est à la charge des entreprises et sous leur responsabilité. Elles mettront en place et entretiendront les signalisations nécessaires au droit des **accès aménagés** ainsi que dans les **zones présentant des risques de chutes** (fouilles et excavations diverses).

2.4 - Circulation et accès - approvisionnement à l'intérieur du chantier (articles R4214-9 à R4214-17 du code du travail).

1) Contrôle des entrées et sorties à l'intérieur du chantier.

- ❑ Les bureaux, vestiaires, sanitaires seront obligatoirement desservis par des cheminements balisés, parfaitement dégagés de toute contrainte des travaux ou livraisons.
- ❑ L'entreprise devra quotidiennement porter sur son journal de chantier, la liste nominative des employés travaillant sur le site, en y incluant les intérimaires et les locations de matériel en y précisant la fonction de chacun.
- ❑ Le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre et l'entreprise établiront, tiendront à jour et communiqueront au coordonnateur SPS, la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier; elles seront informées des consignes de sécurité et de l'avancement du chantier.
- ❑ **Aucune autre personne ne pourra pénétrer sur le site sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées ci-dessus.**
- ❑ Les accès aux zones de chantier ne sont autorisées que sur les voies de dessertes acceptées par le Maître d'oeuvre et corrigées en fonction des observations du coordonnateur et du Maître d'oeuvre, aucun autre accès ne sera admis.
- ❑ Des panneaux normalisés « **Chantier interdit au public** » seront implantés dans les zones d'installation de chantier.
- ❑ Les livraisons du chantier se feront obligatoirement par un itinéraire déterminé à la première réunion de chantier ou à l'inspection préalable commune. L'accès sera signalé par des panneaux de signalisation placés en bordure des rues et dans les deux sens, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, Livre 1-8ème partie.
- ❑ L'accès des livreurs ou des véhicules privés livrant ne seront tolérés dans l'enceinte du chantier que pour la durée de leur livraison. Une zone de livraison précisée sur le plan d'installation et signalée sur le site leur sera réservée.
- ❑ Les véhicules transportant le personnel d'encadrement et de chantier seront équipés d'un gyrophare orange.

- ❑ La circulation et l'évolution des engins et camions seront sous la surveillance d'un chef de manœuvre.
- ❑ L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses camions et engins, sur le chantier et sur les voies communales sous circulation. Il prendra toute disposition pour apporter le moins de nuisance possible à la circulation des usagers des lotissements: il restera seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui résulteraient d'un problème d'entretien, de signalisation, de balisage, de nettoyage, de pollution et d'éclairage des voies restant sous circulation, des accotements et des ouvrages divers les traversant.

2) Signalisation.

- ❑ Une attention particulière sera apportée à la mise en place et à la maintenance pendant toute la durée du chantier de la signalisation de chantier. Cette signalisation sera installée par les entreprises titulaires.
- ❑ **Avant la mise en place de la signalisation (déviation, fermeture de rues etc...), un schéma type sera remis par l'entreprise au coordonnateur SPS en accord avec le Maître d'oeuvre pour son approbation.**
- ❑ La maintenance des panneaux sera assurée de jour et comme de nuit et pendant les week-end par les entreprises et ce pendant toute la durée du chantier. Ils devront être nettoyés ou remplacés en cas de détérioration.

2.5 - Signalisation et Protections collectives

- ❑ La mise en place et la maintenance de la signalisation seront assurées par l'entreprise de voirie, à ses frais sous le contrôle du Maître d'oeuvre et en conformité avec les règlements, jusqu'à la date de fin de travaux.
- ❑ **Un panneau, identifiant le chantier, ses participants et regroupant les indications données par le Maître de l'Ouvrage, devra être posé à l'entrée du chantier par l'entreprise titulaire du marché avant le démarrage des travaux.**

1) Balisage et protection

- ❑ Pour la sécurité des personnes ou de la circulation des véhicules et engins, principalement pour les travaux de terrassement, les zones à risques (haut de talus de remblais, fouilles et regard d'assainissement ou excavation de toute nature) devront être balisées et protégées par l'entreprise en cours ou après une intervention et en dehors des horaires de travail. La mise en oeuvre de ces installations et leur maintenance seront sous la responsabilité d'une personne nommée par l'entreprise dans son PPSPS.
- ❑ Tout entrepreneur amené à déplacer ou démonter un ouvrage de protection doit le remettre en place à la fin de chaque intervention. Le cas échéant, le coordonnateur demandera que les frais correspondant à la mise en conformité soient impartis au compte du défaillant.

2) Risque de chutes

- ❑ Pour assurer la protection collective du personnel, l'entreprise proposera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte prendre contre les risques de chutes.

- Risque de chute de hauteur de personnes.
- Risque chute d'objets, de matériaux et de matériels sur personnes (personnels travaillant à proximité d'engins de manutention)

2.6 - Protections individuelles (article L4121-2– 8° du code du travail)

1) Du personnel de chantier

- ❑ D'une manière générale, l'ensemble du personnel destiné à accéder au site des travaux aura l'équipement individuel minimum suivant (complété suivant l'activité particulière), décret N°93-41 du 11 Janvier 1993 :
 - Vêtement de travail adapté
 - **Port du casque obligatoire à tout poste de travail lorsqu'il existe un risque de chocs à la tête (proximité d'un engin de levage ou de terrassement)**
 - chaussures ou bottes de sécurité obligatoire
 - Protège oreilles obligatoire à partir de 85DBA
 - ceinture abdominale suivant prescription médicale
 - Paires de lunettes contre la projection d'éclats
 - Masques adaptés anti poussière ou aux risques dus aux produits nocifs selon fiche toxicologique à demander aux fabricants et à remettre au coordonnateur.
 - Gants adaptés aux risques.
 - **Gilet rétro-réfléchissant à haute visibilité de classe 3 ou 2, obligatoire pour travaux en bordure ou sous circulation.**

2) Du Matériel

- ❑ Les engins et véhicules circulant sur le chantier seront marqués de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes à l'arrière et sur les parties saillantes.
- ❑ Il sera muni de feux spéciaux aux normes prévus par la signalisation temporaire.
- ❑ Les engins de terrassement seront équipés selon les normes NF E 58.050 (Voir fiches de sécurité OPPBTP)

2.7- Protection contre l'incendie (articles R4216-1 à R4216-4 et R4227-1 à R4227-57 du code du travail).

- ❑ L'entreprise est responsable de la sécurité incendie en cours de travaux; elle installera notamment des extincteurs à proximité de chaque cantonnement, un extincteur polyvalent (A.B.C.) sera maintenu dans le local du chef de chantier .
- ❑ Chaque véhicule et engin du chantier sera équipé d'un extincteur.
- ❑ Les extincteurs devront avoir subi les vérifications réglementaires.
- ❑ Aucun feu type brûlage de déchets ou autres ne sera toléré sur le site.
- ❑ Le stockage de tout matériaux inflammable ou combustible sera soumis à l'autorisation du coordonnateur SPS. Les zones seront définies et proposées sur le plan d'installation de chantier ou en fonction des besoins du chantier.
- ❑ En règle générale, l'entreprise ne livrera que ses besoins ou consommation journalière.

2.8 - Nettoyage de chantier

- ❑ L'entreprise intervenante sur le chantier devra nettoyer en permanence et évacuer ses gravats à une décharge. Le lieu de celle ci sera précisée au coordonnateur SPS.
- ❑ **Le revêtement des rues communales sous circulation, sera maintenue en permanence parfaitement propre par tout temps. L'entreprise titulaire du marché précisera dans son PPSPS les mesures prises pour le maintien des rues en parfaite état. L'entreprise intervenante aura à sa charge le nettoyage de la rue pendant la durée de ses travaux.**
- ❑ Les camions livreurs de bétons, d'enrobés, et autres ne seront pas nettoyés sur le terrain.
- ❑ Les accès des bungalows seront maintenus en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement, un éclairage de nuit sera réalisé si nécessaire, et entretenu.
- ❑ Les ordures du local réfectoire seront ramassées dans les mêmes conditions que la commune où est situé le chantier.

2.9 - Poste de secours et secouriste (articles R4224-14 à R4224-16 du code du travail)

- ❑ L'entreprise disposera des équipements de secours réglementaires et communiquera à l'ensemble des intervenants ainsi qu'au coordonnateur SPS les personnels ayant qualité de secouriste.
- ❑ Le poste de téléphone d'alerte et de secours se trouvera en permanence dans le bureau du chantier de l'entreprise. Il y sera joint une feuille "EN CAS D'ACCIDENT" (Modèle annexe)
- ❑ Dans le PPSPS des entreprises, un règlement du déclenchement d'alerte sera défini, il mentionnera notamment l'identification du chantier et des accès pour les secours.

2.10 - Compte interentreprises : néant

III - MESURES DE COORDINATION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR (articles R4532-1 à R4532-10 du code du travail)

3.1- Mesures d'ordre général

- ❑ **Les dispositions du décret n° 65-480 du 8 Janvier 1965 tel que modifié notamment par le décret n° 95-608 en date du 6 Mai 1995 abrogé, fixent les prescriptions minimales applicables par les**
- ❑ **chefs d'établissements tels que visés par l'article L.231.1 du Code du travail ainsi que par les travailleurs indépendants au sens que leur confère l'article L.235.18 issu de la loi du 31 Décembre 1993.**
- ❑ **Cette loi n° 93.1418. en date du 31 Décembre 1993, prise pour transposer la directive n° 92/57 CEE du Conseil en date du 24 Juin 1992, dite directive "chantiers temporaires ou mobiles", a, d'une part étendu les principes généraux, à l'exemption de deux, à l'ensemble des participants à une opération de construction, généralisé le principe de coordination à l'ensemble des chantier où sont présentes deux entreprises, d'autre part réaffirmé le principe de**

primauté de l'intégration de la sécurité dans l'ouvrage et enfin étendu aux travailleurs indépendants et aux employeurs qui exercent directement une activité sur le chantier certaines prescriptions du livre II, titre III du code du travail.

3.2 - Liste des risques

1) Généralités

- ❑ Dans le cadre du PPSPS, les entreprises analyseront les risques selon chaque phase de travaux. Pour chacun des risques, une méthode de prévention sera définie et adoptée réellement suivant l'énoncé ci-dessous:
 - phases de travaux
 - moyens
 - risques (propre, exporté, importé)
 - mesures de prévention (consigne et contrôle)

2) Risques particuliers. Plusieurs points méritent d'être soulignés à savoir:

Diagnostic amiante préalable avant travaux : un diagnostic préalable avant travaux a été réalisé en vue de la recherche d'amiante et de HAP dans les enrobés existants de la rue Alfred Sisley. Après analyse, il n'y a pas d'amiante détectée dans les enrobés diagnostiqués et la présence de HAP est inférieure à 50 mg/kg.

Concessionnaires : la déclaration d'intention de commencer les travaux incombe à chaque entreprises (**DICT**)

- ❑ Avant de commencer des travaux de terrassement, s'informer au près des services de voirie intéressés, de l'existence éventuelles de terres rapportées ainsi que de l'emplacement et de la nature des canalisations ou câbles souterrains pouvant se trouver dans la zone de travaux. Les réseaux principaux concernés ont été cités précédemment.
- ❑ Il est nécessaire de localiser précisément les lignes électriques enterrées en effectuant des sondages manuels. Nous vous rappelons qu'avec des engins mécaniques, il est interdit de s'approcher à une distance inférieure de 1,5 m. Les terrassements se feront manuellement en accord avec les services de la régie d'électricité, par du personnel habilité à cette tâche.
- ❑ **La mise en place et la maintenance de la signalisation**

Terrassement généraux et en tranchées

- ❑ **Terrassement généraux et en tranchées (articles R4534-22 à R4534-39 du code du travail concernant les travaux de terrassement à ciel ouvert).**
- ❑ Les fouilles en tranchées de plus de 1,30 de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leur parois sont verticales ou sensiblement verticales être blindées.

Installations électriques (articles R4215-1 à R4215-3 du code du travail)

Produits bitumineux (article R4535-9 du code du travail)

- ❑ La mise en oeuvre des enrobés fera l'objet de mesures de protections particulières à définir dans le PPSPS.

- ❑ **Environnement du chantier: proximité des habitations et des propriétés**

Compte tenu de la proximité des habitations, les entreprises prendront toutes les dispositions concernant :

- les clôtures et barrières garde corps à poser (décrites ci-dessus chapitre Clôtures)
- la signalisation le long de la voirie communale pour les véhicules et les piétons
- la définition des accès
- le balisage des zones dangereuses
- la stabilité des passerelles
- le stockage des dépôts de matériaux gênant.
- aucun engin, ni aucune activité ou procédure ne doit créer directement ou indirectement des bruits supérieurs à la législation en vigueur qui limite celui ci à 75db max., à 1m horizontal, 85 db au droit de la source et 45 db en limite de chantier.

1) 3.3 Circulation ou déplacement sur le chantier (articles R4534-50 à R4534-54 du code du travail)

1) Dispositions Générales

- ❑ Pour la réalisation technique de son chantier, suivant l'évolution de son planning d'exécution, l'entreprise proposera au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur, dès la phase préparation, les dispositions qu'elle aura retenues, à savoir:
 - guidage des piétons,
 - conditions d'accès aux zones traversées
 - maintien dans les rues de la circulation des usagers
 - traverses des zones d'évolution des engins
 - signalisation du chantier dans les zones circuléesToutes ses dispositions sont à la charge des entreprises.

2) Points particuliers des stockages

- ❑ L'approvisionnement doit se réaliser suivant le planning et l'avancement des travaux.

3) Règle de circulation

- ❑ Une première règle: **Respecter le code de la route** sauf dérogation de règles spéciales applicables au besoin du chantier.

⇒ **Pour engins de production, camions et véhicule de service (articles R4534-10 à R4534-14 du code du travail)**

- ❑ Allumer les feux de croisement quelles que soient les conditions météo
- ❑ Allumer les feux spéciaux: gyrophare jaune, signaux de détresse si l'engin ou le véhicule progresse lentement ou immobilisé
- ❑ Pour entrer et sortir, utiliser les accès prévus.
- ❑ Adapter sa vitesse au type d'engin utilisé et à sa charge
- ❑ Circuler à droite
- ❑ Obligation absolue de maintenir en permanence les accès aux services de secours médical ou incendie
- ❑ Les camions ne pourront pas circuler sans que la benne soit baissée sur le châssis
- ❑ Interdiction de prendre des passagers à bord d'un engin, sauf s'il est muni d'un siège à cet effet
- ❑ pour toute manœuvre et notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisante ou à proximité d'un point singulier (crête de talus, fouille en tranchée....) un ou plusieurs signaleurs doivent assister le conducteur et prévenir les travailleurs survenant dans la zone où évolue le véhicule ou l'engin.
- ❑ Le code de commandement adopté par l'entreprise doit être porté à la connaissance du personnel.
- ❑ Tout déchargement par l'arrière, en crête de talus doit être accompagné par la prise de dispositions de sécurité requises: pose de pièce de butée, merlon d'accotement, distance de recul déterminée en fonction de la stabilité du talus, etc..
- ❑ Les zones de déchargement seront horizontales afin d'éliminer tout risque de basculement.
- ❑ Tout conducteur est soumis aux règles de circulation des piétons dès qu'il descend de son engin ou véhicule
- ❑ Interdiction de faire demi-tour ou marche arrière sur les pistes utilisées par des engins de production, il faut sortir des zones balisées.
- ❑ Par temps sec, prévoir l'arrosage régulier des pistes afin d'éviter la poussière afin de maintenir une bonne visibilité.
- ❑ Les pistes accès devront être entretenues et nivelées.
- ❑ Respect du balisage ou signalisation

⇒ **Pour les piétons**

- ❑ Accès interdit à toute personne étrangère au chantier (et non accompagné par une personne habilitée).
- ❑ Respect du balisage ou signalisation en place et emprunt des accès et cheminement réservés aux piétons.
- ❑ Interdiction de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la production ou dans les zones d'évolution des engins sauf pour y assurer une tâche de signaleur.
- ❑ Obligation de porter un vêtement de signalisation ou baudrier à haute visibilité de classe 3 la nuit, et au moins de classe 2 le jour.
- ❑ Le transport groupé du personnel se fera à bord d'un véhicule aménagé à cet effet, conformément aux prescriptions du code de la route.

3.4 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

1) Autorisations de conduite

- ❑ La conduite des véhicules ou engins ne pourra être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement. Ils seront munis obligatoirement:

- ⇒ **D'un permis de conduire** correspondant à la catégorie du véhicule immatriculé.
- ⇒ **D'une autorisation de conduite** correspondant à la catégorie d'engins suivant la recommandation n°135 du CNT-BTP

- ❑ Le matériel ou les engins divers, utilisés ou présents sur le site seront référencés individuellement, maintenus dans un état parfait de marche, leur entretien sera indiqué nominativement ainsi que la qualification qu'ils possèdent. Les pneumatiques font partie des présents contrôles.

2) Approvisionnement des matériaux

- ❑ Ils seront définis et organiser dans le PPSPS des entreprises (voir points particuliers des stockages ci dessus Chapitre 3.3.2)

3) Emploi d'un engin de levage - Moyen de levage et manutention

a) Choix du matériel

- ⇒ **Tenir compte des éléments suivants:**

- Le poids des charges à élever ou à descendre
- Leurs portées pour certains appareils
- Leurs dimensions
- La hauteur sous crochet nécessaire avec les accessoires de levage
- L'état de la surface d'appui (accès, installation, pente et dévers, obstacles)

- ⇒ **Exiger pour l'appareil et pour les accessoires de levage:**

- La conformité à la réglementation en vigueur (avec marquage CE et attestation de conformité le cas échéant, nom du fabricant, désignation du type, charge maximale d'utilisation, tableau de charges ect..)
- La remise d'une notice d'instruction en français.
- Les vérifications nécessaires (aptitude à l'emploi).
- La formation éventuelle des opérateurs.

b) Les différentes vérifications

- ❑ Le chef d'entreprise doit faire effectuer ou s'assurer **avant utilisation** que les différentes vérifications ont bien été faites.

Ces vérifications sont à faire: (articles R4534-15 à R4534-21 du code du travail)

- A la mise en service (tenir compte des vérifications faites ou non faites par le fournisseur ou loueur)
- suivant une périodicité (entretien)

- A la remise en service (c'est-à-dire en cas de changement de site d'exploitation ou des conditions d'utilisation sur un même site, lors d'un démontage suivi d'un remontage, lors d'un remplacement, d'une réparation ou d'une transformation intéressant un organe essentiel ou suite à un accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel).
- ⇒ Les vérifications, réalisées par un organisme de prévention, doivent être consignées sur le registre des appareils de levage à disposition sur le lieu d'utilisation.
- ⇒ Pour les appareils mobiles, le compte-rendu de la dernière vérification doit se trouver dans la cabine de la machine .
- ❑ L'entreprise devra présenter dans son PPSPS, les modalités de préparation et d'implantation des appareils de manutentions mobiles. Les responsables de manœuvres devront avoir suivi les formations appropriées ainsi que prendre toutes les dispositions de sécurité contre la chute des personnes lors de la manutention .

1) Manutention manuelle (articles R4541-3 à R4541-4 du code du travail)

- ❑ Une formation essentiellement à caractère pratique doit être donnée sur les gestes et postures à adopter pour la réalisation en sécurité des manutentions.
- ❑ Elle doit faire l'objet de toutes dispositions et précautions individuelles et collectives. La méthode ainsi que le type de protection utilisé seront consignés dans le PPSPS.
- ❑ Dans la mesure du possible, l'employeur prendra les mesures d'organisation appropriées ou mettre à la disposition des travailleurs les moyens adaptés, si nécessaire en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et réduire le risque encouru lors de ces opérations.
- ❑ Les matériaux seront conditionnés de préférence en palettes, conteneurs ou fardeaux assemblés
- ❑ Les câbles, tire-forts, chaînes, cordes, élingues, crochets servant au chargement ou au déchargement seront :
 - Réglementaires, normalisés et adaptés
 - Sans hernie, étranglement, déformation, ni nœud.
 - Sans toron cassé, ou médaillon déformé
 - Raccordement, épissures et nœuds d'amarrage, réalisés par levageur.
 - Avec crochet ne permettant pas le décrochage accidentel des fardeaux.

3.5 - Aménagement des zones de stockage et entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matière ou substances dangereuses

- ❑ Ces zones seront soumises à l'agrément du Maître d'oeuvre et du coordonnateur, et portées sur l'avant projet du plan de l'installation de chantier.
- ❑ Un emplacement délimité sera prévue pour le stockage de chaque lot. Si la maintenance des engins est prévue sur site, une aire étanche sera réalisée par l'utilisateur en vue du stockage des carburants, huiles, vidange des moteurs.
- ❑ Le stockage des hydrocarbures est interdit en dehors des zones spécialement aménagées.

3.6 -Élimination ou évacuation des déchets et des décombres

- ❑ L'entreprise remettra dans son PPSPS les positions de stockage des déchets ainsi que la méthode d'évacuation.
- ❑ Les camions livreurs de bétons, d'enrobés, et autres ne seront pas nettoyés sur le chantier.
- ❑ Les déchets de produits traités aux liants hydrocarbonés seront évacués aux décharges contrôlées.
- ❑ Il ne sera pas toléré de décharge "sauvage" sur le chantier.

3.7 - Condition d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés (articles R4535-8 à R4535-10 du code du travail)

- ❑ Une entreprise mettant en oeuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son PPSPS en indiquant les risques créés par les matériaux (joindre les fiches de données de sécurité).
- ❑ L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en oeuvre.

3.8 - Utilisation des protections collectives , des accès provisoires et de l'installation électrique générale

1) Protections collectives

- ❑ L'attention de l'entreprise est attirée par l'avantage présenté par les procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer
- ❑ **Trois grands principes règlent l'organisation de la sécurité sur le chantier :**
 - 1) **Chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés**
 - 2) **La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises demande que l'entreprise mandataire soit chargée de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.**
 - 3) **priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires.**
- ❑ Les protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points, devront être installés, selon l'évolution du chantier, là où elles s'avéreront nécessaire.
- ❑ Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'était pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositif nouveaux et complémentaires pour assurer la protection de son personnel, ainsi que le maintien des dispositions nouvelles.
- ❑ Les modifications seront alors soumises à l'accord du coordonnateur, sous forme d'un additif au PPSPS.

Toutes ses dispositions de protections collectives seront maintenues, entretenues et régulièrement vérifiées par l'entrepreneur qui en est responsable, et si nécessaire pendant toute la durée du chantier.

Elles ne donneront pas lieu à une rémunération complémentaire.

- ❑ Les protections, autre que celles prévues par les PPSPS des entreprises, pourront être décidées soit par l'application de la réglementation, soit par le Maître d'Ouvrage ou/et le coordonnateur SPS.
- ❑ A cet effet, il est important de lire **l'article 22 du décret n° 65-48 du 8 Janvier 1965 remplacé par l'arrêté du 06.05.1995 abrogé.**
- ❑ De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, l'entreprise mandataire devra installer ses différents dispositifs de sécurité(gardes corps, protection des trémies, etc..) en tenant compte des méthodes de travail, ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres entreprises ou autres corps d'états.
- ❑ Le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre se réservent le droit, en cas de défaillance d'une entreprise, de faire appel à une entreprise du chantier ou extérieur, pour remettre en place ou en état, les protections collectives aux frais de l'entreprise défaillante.

Points particuliers :

- ❑ Sur ce chantier, une application particulière sera apportée :
 - Aux blindages des fouilles supérieures à 1,30m de prof.
 - **A la mise en place de la signalisation de chantier.**
 - A la protection des tranchées par des clôtures provisoires ou des barrières garde corps
 - D'éviter la formation de trous remplis d'eau.

Poste de travail isolé : (articles R4512-13 à R4512-14 du code du travail)

- ❑ L'entrepreneur organisera ses travaux ou opérations de maintenance des équipements de travail, de manière à ce qu'un poste de travail ne comporte pas moins de deux personnes. Tout travailleur, dont le poste sera isolé du reste de l'entreprise ou de l'équipe devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision) ou indirecte (moyen de communication).

2) Installation électrique générale

- ❑ Chantier VRD ne nécessitant pas d'installation électrique. (Eventuellement suivant demandes exprimées dans les PPSPS des entreprises) .

3.9 - Mesures prises en matière d'interaction sur le site

- ❑ Si la nécessité se faisait jour, d'interventions superposées de salariés d'une même ou de plusieurs entreprises, des protections adaptées devraient être mises en place. Une étude devrait être faite dans les PPSPS et soumises au coordonnateur.
- ❑ Il en est de même concernant les problèmes de modification de planning.

IV - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

1) Généralités

- ❑ Les travaux d'aménagement du site étant limitrophes à d'autres chantiers voisins, il en restera séparé. Aucune circulation d'engins ou livraison ne croisera l'activité du chantier voisin, les travaux ne devront en aucun cas perturber l'activité de la zone .
- ❑ Les interférences seront traitées au fur et à mesure par le coordonnateur qui provoque éventuellement une réunion avec les exploitants.
- ❑ A cet effet, tous les protections tant ambiantes (poussières) que physiques (clôtures), que environnement (bruits) seront étudiés avec soin. Des mesures indispensables envers ses nuisances seront institués par le coordonnateur aux frais des entreprises fautives.

4.1 - Travaux sous circulation – signalisation

La signalisation routière est à la charge de l'entreprise qui doit l'adapter en fonction de l'évolution du chantier et la maintenir sur toute section hors zones travaux

- ❑ La signalisation devra être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière "Signalisation Temporaire" approuvée par arrêté du 6.11.1992 (livre I- 8ème partie)
- ❑ Avant de commencer un travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, mettre en place le balisage, les panneaux de signalisation temporaires de chantier.
- ❑ Pour être efficace, la signalisation doit être :
 - **Adaptée**
 - **Cohérente**
 - **Crédible**
 - **Lisible**
- ❑ Un plan d'implantation sera proposé dans le PPSPS et soumis au coordonnateur.
- ❑ Les panneaux doivent rester propres et en bon état et de dimensions réglementaires.

4.2 - Autres activités et autres Maîtres d'ouvrages

- ❑ Dans le cadre de ses travaux, d'autres Maître d'Ouvrage (les concessionnaires en particulier) pourront intervenir sur ce chantier.
- ❑ Ils réaliseront leur chantier en tenant compte des nouvelles dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie Civile issues de la loi n° 14.18 du 31.12.1993, portant transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.1992 et définies par les décrets du 26.12.1994 et du 4 et 6 Mai 1995.
- ❑ En particulier les Maîtres d'Ouvrage se concerteront pour prévenir les risques résultant de l'interférence de leurs interventions, selon l'article L.4531-3 de la loi n°14.18 dd 31.12.1993. A ce titre ce P.G.C.S.P.S sera remis aux Maîtres d'Ouvrage concernés.

V - MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT (articles L4611-1 à L4611-8 du code du travail)

5.1 Hygiène et conditions d'hébergement

- ❑ Le décret du 8 Janvier 1965 modifié par le décret du 06.05.1995 abrogé, précise les conditions de vie et la qualité des installations destinés à recevoir, au moins durant les repas et le changement de vêtement, le personnel du chantier, et vise à leur assurer un minimum de confort et une certaine décence.

Ce décret sera scrupuleusement suivi dont les règles essentielles sont les suivantes :

- ❑ Propreté dans les zones d'hébergement.
- ❑ Les locaux seront chauffés pendant la saison froide.
- ❑ Mise à disposition de cabinet d'aisances, de vestiaires, si possible de douches, d'un local réfectoire
- ❑ Le local réfectoire sera muni de tables et de chaises en nombre suffisant; ce local doit disposer d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante. Ce local doit être tenu en parfait état de propreté.
- ❑ Dans le vestiaire, des armoires individuelles seront installées en nombre suffisant
- ❑ Mise à disposition pour le personnel de l'eau potable et fraîche pour la boisson, à raison de 3 litres au moins par jour et par travailleur.
- ❑ Mise à disposition des travailleurs d'une quantité d'eau suffisante pour assurer leurs propreté individuelle. Dans les cas où l'eau potable est impossible, un réservoir d'eau potable d'une capacité suffisante doit être raccordé aux lavabos afin de permettre leur alimentation. Des lavabos ou des rampes seront installés si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour 10 travailleurs. Des moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire, doivent être mis à disposition des travailleurs.
- ❑ Ces installations devront répondre aux normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité contre l'incendie. Des appareils extincteurs à eau pulvérisée seront prévus dans les réfectoires de chaque entreprise.
- ❑ L'ensemble du cantonnement sanitaire-bureau de chantier-salle de réunion sera conservé le plus tardivement possible ceci jusqu'à réception des travaux. Celui-ci devra au préalable être dimensionné pour pouvoir accueillir l'effectif de pointe de chantier.

5.2 - Protection contre les eaux :

- ❑ L'entrepreneur doit assurer à ses frais la protection de son chantier et de ses installations contre les eaux de toute nature et de toute origine et en assurer l'évacuation, par tous moyen et ouvrages nécessaire et prendre toutes les mesures pour éviter les pollutions.

VI - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU D'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION EN LA MATIERE

6.1 Généralités

- ❑ Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le PPSPS, être affichés dans les locaux du personnel de chaque entreprise.
- ❑ Le coordonnateur SPS, devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. l'inspecteur du travail, la CARSAT. et L'O.P.P.B.T.P. devront également être avisés dans les 48 heures.
- ❑ L'entreprise devra afficher dans le cantonnement bureau de chantier - salle de réunion les différents appels d'urgence.

6.2 - Sauveteurs Secouristes du travail et premiers soins

- ❑ Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, dans chaque chantier occupant 20 personnes au moins pendant plus de 15 jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (**Art.R4224-14 à R4224-16 et R4534-152 du code du travail**)
- ❑ Au-delà de cette obligation réglementaire, et compte tenu du chantier, il est important que chaque entreprise devra avoir formé ou recyclé des sauveteurs secouristes du travail, environ 2 pour 10 personnes.
- ❑ Les sauveteurs secouristes du travail devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, ect..)
- ❑ A noter que **tout salarié doit être préparé sur la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre** dans le cadre de la formation à la sécurité.
- ❑ Chaque entreprise dès qu'elle sera désignée, remettra au coordonnateur SPS, la liste de ses secouristes , de plus elles afficheront leur nom dans leur bungalow bureau et réfectoire.
- ❑ Chaque atelier de travail **devra disposer d'une trousse de premiers soins** dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des secouristes. Les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

6.3 - Renseignements pratiques pour déclenchement des secours extérieurs : (articles R4534-153 à R4534-155 du code du travail)

- ❑ Un poste téléphonique demeurant accessible au personnel durant la totalité des périodes d'activité du chantier sera installé dans le bureau de chantier-salle de réunion. Ce poste permettra l'appel des numéros 15, 18, 17, sans l'usage d'une carte téléphonique.
- ❑ A coté du téléphone, la consigne de déclenchement des secours doit être claire et les numéros d'appel affichés

- ❑ Prévoir le guidage des secours extérieurs
- ❑ Sur les chantiers importants ou ayant des zones de travail dont l'accès est délicat, le repérage des lieux ou de ces zones est à faire avec les secours extérieurs et conduit généralement à l'établissement d'un plan de secours.

6.4 - Mesures communes d'organisation des secours

Pendant toute l'intervention, l'entreprise titulaire :

- ❑ Etablira un plan d'accès au chantier avec point d'accueil, à transmettre aux services d'urgence
- ❑ Etablira les consignes de premiers secours qui contiendront les indications à donner au service secours pour les modalités d'accès.
- ❑ Remplira l'affiche "appel en cas d'accident" et la placera en parfaite visibilité
- ❑ Tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical, en veillant que le nombre minimal soit effectivement atteint.

VII - LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S) (article L4532 du code du travail)

7.1 - Remarques importantes

- ❑ **L'intervention du Coordonnateur Sécurité ne modifie pas l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.**
- ❑ **Le respect des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues d'intégrer et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.**

7.2 - Entreprises titulaires intervenantes sur l'opération

- ❑ Dans un délai de 30 jours à compter de la réception de son contrat, l'entreprise titulaire du marché devra remettre au coordonnateur un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

1) Présentation et rôle du P.P.S.P.S.

- ❑ L'entreprise devra participer à une inspection commune avec le coordonnateur SPS, avant la remise de leur PPSPS
- ❑ Le mandataire participera à une inspection commune avec le coordonnateur SPS, dès sa désignation et sans attendre l'ordre de service.
- ❑ Le PPSPS doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et qu'il est spécifique à chaque chantier. Il sera rédigé en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le P.G.C. et dans le compte rendu de l'inspection commune
- ❑ L'intervention sur le chantier ne peut se faire qu'après acceptation du PPSPS.

- ❑ Dans le PPSPS, les entreprises présenteront l'analyse des tâches et les modes opératoires qui sont à réaliser, avec la mise en évidence des risques et des mesures prises par l'entreprise pour éliminer les risques.
- ❑ Nous rappelons à l'entreprise que le PPSPS doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier.
- ❑ Avant intervention sur le chantier, et après que le PPSPS a été accepté par le coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le PPSPS et le faire signer. Le coordonnateur SPS, sera informé de cette réunion et pourra y participer. Cette formation à la sécurité se fera avec chaque nouvel arrivant sur le chantier.
- ❑ **Les différentes phases de travaux et les modes opératoires seront présentés sous forme de schémas.**

2) Contenu du PPSPS.

- ❑ **Les photocopies de documents à caractères généraux sont à éviter, sauf intérêts particuliers.**
- ❑ Le PPSPS comportera au moins 5 chapitres et des annexes :

2.1) Renseignements généraux

- ⇒ Renseignement concernant l'opération.
- ⇒ Les noms et adresse de l'entreprise.
- ⇒ l'adresse du chantier et l'effectif prévisible.
- ⇒ Les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

2.2) La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :

- ⇒ Les risques propres à l'entreprise et en tenant compte des contraintes d'environnement.
- ⇒ les moyens de prévention choisis.
- ⇒ Les travaux qui représentent des risques d'interférence liés à la coactivité avec d'autres entreprises
- ⇒ Les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.

Cette partie est la plus importante du plan; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés :

- Aux modes opératoires.
- Aux matériels, dispositifs et installations.
- A l'utilisation de substances ou préparations dangereuses
- Aux circulations et déplacements sur le chantier

2.3) Modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définie par le coordonnateur SPS

2.4) Les mesures d'hygiène et locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tel que prévus dans le plan général de coordination

2.5) L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment :

- Le matériel médical disponible
- Les sauveteurs secouristes du travail
- Les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan générale coordination.

- ❑ Le plan peut évoluer, il est toujours possible de modifier des modes opératoires, des mesures de préventions, si les risques encourus sont diminués ou si les mesures de préventions présentent une garantie équivalente. ces substitutions seront portées à la connaissance du coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPSPS: il sera établi alors un additif au PPSPS de départ.

7.3 – Sous-traitants (articles R4532-60 à R4532-62 du code du travail)

- ❑ La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter par un autre entrepreneur une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.
- ❑ Le sous-traitant doit établir son PPSPS. Ce plan est établi à partir du PGC et PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre qui veillera au respect de leurs dispositions.
- ❑ Le marché de sous-traitance est conclu par un contrat conforme à la loi du 31.12.75. Chaque entreprise **a l'obligation de déclarer ses sous-traitants et de formuler une demande d'agrément auprès du Maître d'Ouvrage**.
- ❑ Le sous-traitant doit disposer de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir le PPSPS. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux accessoires.

7.4 -Travailleurs indépendants (article L4535-1 du code du travail)

- ❑ Ils sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers selon les dispositions issues de la loi 93-1418 du 31.12.93 et de ses décrets d'application. Ils doivent:
 - A l'obligation de remettre au coordonnateur un PPSPS
 - Au respect des décrets n)95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995
 - Le PGC leur est applicable en totalité.

7.5 – Pénalités

L'entrepreneur qui n'a pas remis au Maître d'Ouvrage ou au Coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou d'un PPSPS à modifier suite à la demande du coordonnateur SPS est puni d'une amende prévues dans la loi 93-1418 du 31.12.1993

- ❑ S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliqué à l'entreprise ayant sous traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.
- ❑ Dans le cas d'un additif au PPSPS non remis, l'entrepreneur ne pourra pas débiter les tâches concernés par cet additif.

7.6 - Collège interentreprises de sécurité, de santé, et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T) (articles R4532-77 à R4532-94 du code du travail)

- ❑ L'opération étant classée en 3^{ème} catégorie, il n'y aura pas de création d'un Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)

VIII - PLAN DE RECOLEMENT ET NOTES TECHNIQUES **DIUO(articles R4532-95 à R4532-98 du code du travail)**

- En fin de chantier, l'entreprise fournira au coordonnateur SPS un plan de récolement des réseaux posés en trois exemplaires ainsi que la note technique et d'entretien des principales fournitures et ouvrages.

IX – ANNEXES

1. Fiche “en cas d’accident”
2. Fiche Pharmacie
3. Fiche d’accueil des salariés et formation à la sécurité

Le coordonnateur SPS
JN BATIOT

I. C. L.
Ingénierie et Coordination de Lorraine
Sarl au capital de 8000 €
2 La Thonerie - 57020 ST JULIEN LES METZ
Tél. : 03.87.37.35.66 - Fax 03.87.18.05.67
Siret 413 763 376 00022 APE 7112 B

EN CAS D'ACCIDENT

Appeler le

SAMU



15

ET DITES :

1. ICI CHANTIER : -----

A : -----

Adresse : -----

Point de repère : -----

Téléphone :

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : Chute, éboulement, asphyxie

La POSITION DU BLESSE : IL est au sol ou dans une fouille

ET S'IL A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTEUR DU TRAVAIL. Tel : 03.87.56.54.00

OPPBTP Tel : 03.83.20.20.03

CRAM Serv. PREVENTION. Tel : 03.87.66.86.22

MEDECINE DU TRAVAIL.

I.C.L. Coordonnateur SPS. Tel : 03.87.37.30.60

L'ENTREPRISE.

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS 18

CENTRE ANTIPOISON 03.83.32.36.36

SAMU 15

MEDECIN

POLICE - GENDARMERIE 17

SECOURS EDF GDF

FICHE D'ACCUEIL DES SALARIES INTERIMAIRES

ENTREPRISE UTILISATRICE

Raison sociale :

Adresse :

SALARIE INTERIMAIRE

Nom :

Prénom :

Contrat du..... au.....

SURVEILLANCE MEDICALE

Normale

Certificat d'aptitude :

Orésenté le.....

ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Raison sociale :

Adresse :

Qualification :

Emploi de.....

Chantier :

Spéciale

pour le poste de :

par.....

Fourni par :

EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE

E.U.

E.T.T.

Casque

()

()

Chaussure ou bottes de sécurité

()

()

Gants

()

()

Lunette

()

()

Vêtement de pluie

()

()

Autres.....

()

()

.....

()

()

FORMATION A LA SECURITE

Dispensée par M......

Fonction.....

FORMATION RENFORCEE A LA SECURITE

Dispensée par M......

Fonction.....

HABILITATION OU ATTESTATION PARTICULIERE

Pour le poste de

délivrée par M......

Fonction.....

Fait à..... Le.....

L'entreprise utilisatrice

Le Salarié intérimaire

PHARMACIE D'ENTREPRISE (Boîte de secours)

Sur tous les chantiers et dans les ateliers, il est nécessaire d'avoir une trousse ou boîte de secours dont le contenu, à adapter par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des secouristes, peut s'inspirer de la liste suivante :

- | | |
|--|-----------|
| • Coussin hémostatique (type CHUT) | 1 unité |
| • Couverture isothermique | 1 unité |
| • Echarpe de toile (triangle, rectangle ou Isocèle de 1 m de côté) | 2 unités |
| • Sacs plastique de 0.25 m x 0.15 m | 2 unités |
| • Epingles de sureté | 12 unités |

Matériel de petits soins :

- | | |
|--|----------------|
| • Compresses grand modèle 0.30x 0.30 | 20 unités |
| • Pansements auto-adhésifs | 10 unités |
| • Bandes de gaze élastiques (type nylex) | |
| ⇒ 3 m x 0.07 m | 3 unités |
| ⇒ 3 m x 0.10 m | 3 unités |
| • Bande de toile non extensible (4m x 0.10 m)
Pour contention | 1 unité |
| • Flacons comptes gouttes
Pour détergent antiseptique
(Type Bétadine, septivon, Hexomédine ..) | 2 flacons |
| • Sparadrap déchirable (5m x 0.02 m) | 1 unité |
| • Liquide de bains oculaire (type dacryosérum) | 1 flacons |
| • Pince à écharde | 1 unité |
| • Paire de ciseaux à bouts ronds (14 cm) | 1 paire |
| • Sachets de gants à usage unique | 1 sachet de 10 |

Cette boîte est à maintenir complète et pourrait également comporter un masque protecteur pour le bouche à bouche